

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE



VERSION IMPRIMABLE
PARTAGEABLE
INTERDIT A LA VENTE

MUNICH 1923 HITLER ET FUHRER

Collectif
Si on avait su...

"Adolf Hitler"
photographie (modifiée) Heinrich Hoffmann (1929) Domaine public



MUNICH 1923
HITLER ET FÜHRER

LE FIGARO du 29 janvier 1923

LES FASCISTES BAVAROIS S'ORGANISENT

MUNICH, 28 janvier.

Des réunions de nationalistes socialistes, dont six avaient été autorisées, ont eu lieu.

Ce matin, à 11 heures, s'est tenu un meeting organisé au Champ de Mars par les socialistes nationaux pour procéder à la consécration du nouveau drapeau.

Les différents groupes de socialistes bavarois venus de toute l'Allemagne formaient le carré avec leurs différents drapeaux.

M. Hitler, le leader du parti national bavarois, prononça un discours. Sur le nouveau drapeau figure l'ancien aigle du Reich, avec la formule "Allemagne, réveille-toi".

Les chefs des différents groupes prêtèrent serment devant le drapeau.

M. Puylander prit la parole et constata que le bloc de droite avait les mêmes obstacles à combattre que les nationaux sociaux, c'est-à-dire lutter contre l'ennemi à l'intérieur et à l'extérieur.

La cérémonie se termina par différents chants, puis un cortège assez important défila à travers les rues de Munich.

Il n'y a pas d'incident à signaler.

LES RÉPUBLICAINS

ALLEMANDS PROTESTENT

BERLIN, 28 janvier.

L'Association républicaine de l'empire a recommencé, cet après-midi, ses manifestations au Cirque Busch pour protester contre l'occupation de la Ruhr. Le comité exécutif a adressé un manifeste aux forces allemandes les invitant à organiser des milices afin de parer au coup de la droite qui se prépare à Munich. Le manifeste invite les officiers à contrôler tous les trains se dirigeant vers Munich.

LE FIGARO du 28 février 1923

DES BANDES ARMÉES EN FRANCONIE

BERLIN, 27 février.

Les socialistes bavarois signalent à leur gouvernement la présence de bandes compactes armées dans la Franconie du Sud. Ces gens

seraient hébergés par les autorités locales et se disent envoyés par Hitler.

LE FIGARO du 25 mars 1923

LE COMLOT NATIONALISTE ALLEMAND

HITLER SE PRÉPARAIT, DIT-ON,

À PÉNÉTRER EN PRUSSE

BERLIN, 24 mars.

Le bruit mené autour du complot nationaliste ne s'est pas calmé, au contraire.

Le gouvernement prussien a prononcé, par décret, la dissolution du parti ultra-nationaliste.

En réalité il s'agissait d'une organisation, soumise complètement au commandement du chef bavarois Hitler, poursuivant la réalisation de buts militaires illégaux.

On s'y apprêtait, à agir avant le 1er avril, pour transformer en résistance active la résistance passive dans la Ruhr. Sept des arrestations opérées à Berlin ont été maintenues, dont celle du lieutenant Rossbach¹.

En Thuringe, on a arrêté des courriers du chef-bavarois Hitler, qui convoquait les membres de la 34^e centurie, aujourd'hui, à 2 heures, à Hof, en Bavière.

L'ordre de marche ajoutait *Départ pour un but inconnu*.

A la suite de cette saisie, le ministre prussien de l'intérieur a alerté la police de sûreté, qui se tient prête à marcher au, premier signal. Les services de garde ont été renforcés.

De plus, le bruit court à Berlin que Hitler projette de pénétrer en Prusse et qu'il a convoqué pour demain matin ses troupes d'assaut "pour des exercices de service en campagne".

Toutefois, ce soir, on estime que les mesures du gouvernement prussien ont fait avorter le mouvement séparatiste des Bavarois.

ROSSBACH SE DÉFEND

BERLIN, 24 mars.

Dans une lettre adressée à la presse, le lieutenant Rossbach, actuellement interné, prétend

¹ Gerhard Rossbach (1893-1967), dirigeant d'un corps franc allemand et militant nationaliste après la fin de la Première Guerre mondiale. Membre du parti nazi, Rossbach participe au putsch de la Brasserie avant de se brouiller avec son "Führer" en 1933.

que le but des ultra-nationalistes est de délier l'Allemagne du joug de l'étranger.

AU REICHSTAG

BERLIN, 24 mars.

Au Reichstag, le député nationaliste Graefe², l'un des principaux inspirateurs du complot nationaliste, est venu à la tribune pour protester de la pureté des intentions des ultra-nationalistes.

Ses paroles déclenchent à gauche un effroyable tumulte qui dégénère presque en un pugilat.

Finalement la discussion avant Pâques de l'interpellation nationaliste sur les mesures prises contre les ultra-nationalistes, est repoussée.

LE FIGARO du 18 juillet 1923

M. HITLER EST MÉCONTENT DE SON GOUVERNEMENT

MUNICH, 17 juillet.

Le chef nationaliste Hitler, profondément mécontent de ce que la police munichoise soit intervenue à l'issue de la manifestation de samedi dernier, a adressé au gouvernement bavarois une lettre ouverte dans laquelle il déclare que son parti refuse de mettre désormais les troupes d'assaut nationalistes-socialistes³ à la disposition du gouvernement bavarois en cas de danger.

LE FIGARO du 22 août 1923

LA RÉCEPTION DU MARÉCHAL HINDENBURG À MUNICH

MUNICH, 21 août.

(de notre envoyé spécial)

« Vous êtes le peuple le plus impérialiste, le plus militariste du monde ! » Eh bien messieurs, vous en avez menti ! Car jamais, quatre ans après la guerre, Joffre ni Foch, à Paris, n'auraient été acclamés comme vous venez d'acclamer, ce matin, Hindenburg au Jardin Royal de Munich et dans la ville en-

tière. Le peuple qui se livre à ces manifestations est capable de tout, et je ne suis plus sûr, depuis une heure, que la guerre de revanche n'éclatera que dans quinze ans. Je ne me souviens avoir vu pareil délire, pareille émotion, qu'une fois depuis l'armistice à Paris, le 14 juillet 1919, sur l'avenue des Champs-Élysées.

Je voulais rester plus longtemps à Munich. Pourquoi faire ? N'ai-je pas tout compris ? Voilà quatre jours que j'attends inutilement que le comte de Lerchenfeld⁴, dont M. de Lutz⁵ m'avait dit qu'il ferait tout le possible pour m'accorder un entretien, daigne me recevoir. M. de Kahr, président du gouvernement de la Haute-Bavière, n'est pas davantage disposé à communiquer ses impressions à un journaliste français. Entre temps, une manifestation des socialistes-nationaux, les Hitler, est passée avant-hier soir, en rangs serrés, sous les fenêtres de la légation de France. Drapeaux en tête, ornés de la croix à crochets (mort aux juifs !), les compagnies, quelques mètres avant d'atteindre la légation, entonnaient la *Wacht am Rhein*⁶. Devant la maison, elles s'arrêtaient de chanter. Une bordée de sifflets interrompues par des *Nieder Frankreich !* (Ah bas la France !) remplaçait les couplets patriotiques repris en chœur aussitôt après que la légation était dépassée. Aucun journal, le lendemain, ne mentionna l'incident dont, témoin visuel, je vous garantis l'authenticité. Qu'ai-je à apprendre de plus à Munich, où seuls, les artistes m'ont reçu cordialement, ce qui, tout de même, m'a fait plaisir ?

Ebert⁷ à Breslau, Hindenburg à Munich. Deux journées édifiantes ! L'un, le président de la République, accueilli, sans pompe et salué par deux cents ouvriers dans une ville à peine pa-

⁴ Hugo Graf von und zu Lerchenfeld auf Köfering und Schönberg (1871-1944), homme politique bavarois membre du (BVP) et diplomate allemand. De 1921 à 1922, il fut Premier ministre bavarois, ministre des Affaires étrangères.

⁵ (Peut-être NdE) Lutz Schwerin von Krosigk (1887-1977), homme d'État, travaille au ministère des Finances du Reich en 1923. Membre du NSDAP, on notera qu'il sera le dernier Ministre en chef du Reich allemand du 2 au 23 mai 1945.

⁶ (La Garde au Rhin), hymne national non officiel jusqu'en 1922.

⁷ Friedrich Ebert (1871-1925), premier président du Reich de la république de Weimar, membre du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD).

² Albrecht von Graefe (1868-1933), homme politique, député sous la République de Weimar, nationaliste et antisémite.

³ Les SA, la *Sturmabteilung*, organisation paramilitaire du NSDAP.

voisée, l'autre, le feld-maréchal vaincu, symbole du militarisme impérial, du *Deutsch-land über alles*, de la guerre à outrance, acclamé par une foule qui ne se connaissait plus et qui fût partie pour la frontière, à l'instant même, en poussant des cris de joie, si l'homme aux clous l'avait voulu.

Pas un drapeau du Reich dans les rues. Le drapeau de l'Empire fraternise, à chaque fenêtre, avec le drapeau bleu et blanc, aux couleurs bavaroises. Il n'y a pas plus de drapeau républicain à Munich qu'il n'y en eut, voici quelques jours, pour l'anniversaire de la Constitution de Weimar. Au Jardin royal, où ne pénètrent que les porteurs de cartes, et où j'entre cependant en emboîtant le pas d'un Bavarois en chapeau haut de forme que la police salue, Hindenburg passe en revue les troupes, les étudiants, "les sociétés d'entraînement physique" et les petites filles aux bras chargés de fleurs. Enthousiasme indescriptible. Les "hoch !" ne cessent pas. Les drapeaux s'inclinent. Les civils brandissent leurs chapeaux, les femmes leurs mouchoirs. En grande tenue, sur les marches du Palais-Royal, les étudiants, immobiles, statufiés, saluent brusquement, du sabre et de la voix le feld-maréchal au passage. Il répond gravement sans ralentir ni sourire en agitant son bâton. Je grimpe sur un canon pour juger de l'effet d'ensemble. Un voisin, qui porte à sa boutonnière une médaille à l'effigie du Roi, me dit tout à coup « Si les Français voyaient ça, qu'est-ce qu'ils diraient ! » Je réplique « Croyez-vous qu'ils seraient si surpris ? » Mais j'ai dû commettre une faute, ou bien mon accent m'a trahi, car il ne me répond pas et m'observe avec insistance. Heureusement, Hindenburg passe à nos pieds, et il ne songe plus à moi. J'en profite pour filer prudemment, n'ayant aucune envie d'être lynché comme le sera tout à l'heure, devant le gouvernement haut-bavarois, un Allemand qui osa crier timidement « À bas Hindenburg ! » et que la police ne parvint à sauver qu'après qu'il eut été gravement frappé à coups de cannes et d'ongles, les hommes et les femmes s'en mêlant.

Après la revue, le cortège gagne, par le centre de la ville, le palais du gouvernement haut-bavarois, où loge le maréchal, hôte de M. von Kahr, président du gouvernement et chef du parti monarchiste. La Reichswehr, à qui Ber-

lin avait interdit de participer à la revue du Jardin royal et qui fût passée en revue devant la Siegestor⁸, parce qu'on n'osa tout de même pas la priver du salut d'Hindenburg, contribue avec la police au service d'ordre. Le prince, Rupprecht de Bavière⁹, en grand uniforme, passe le premier en auto fermée. Suit Hindenburg en auto découverte, et la rupture des barages obligera bientôt les chauffeurs à ralentir l'allure. Devant son aîné, Ludendorff¹⁰ s'efface. Il suit Hindenburg en auto fermée, et dans la foule on le cherche sans le voir. L'émotion est à son comble. Une immense acclamation monte vers le ciel bleu. Les policiers sont débordés et n'osent sévir. La foule court derrière les autos. Femmes, enfants, bourgeois, employés, riches et pauvres, jeunes et vieilles, tout cela hurle, grouille et s'enflamme. Des fenêtres et des toits, les *hoch !* s'ajoutent à ceux de la rue. Il y a des vétérans médaillés qui ne peuvent plus crier ni courir et qui mettent seulement la main sur leur cœur, les yeux levés au ciel, quand, derrière la foule, ils devinent au tumulte qu'Hindenburg passe. Je vois un homme d'une quarantaine d'années, en équilibre sur une borne, et qui a les larmes aux yeux. Sa femme, d'en bas, lui tend la main qu'il serre à la briser, sans qu'elle crie. Et, gagné à mon tour par l'émotion, je me surprends à pleurer aussi sur le sort de l'humanité.

Ah M. Lloyd George, quel dommage que vous ne fussiez pas là !

La *Münchener Zeitung*¹¹ dit ce matin, en saluant la bienvenue au maréchal : "Hindenburg est un général prussien, mais Hindenburg est un grand Allemand. Deutschland über alles ! Munich prouvera, par l'accueil qu'elle réservera au maréchal, qu'en criant : Hoch Hindenburg ! C'est Vive l'Allemagne ! qu'elle criera !

A quoi bon, je vous le demande, que les hommes de Berlin ou d'ailleurs soient pacifistes et républicains, individuellement, si, quand un vent de folie souffle, ils se laissent aussi joyeusement emporter vers les champs de massacre ? Le gouvernement républicain

⁸ Arc de triomphe à Munich.

⁹ Rupprecht de Bavière (1869-1955), dernier prince héritier de Bavière.

¹⁰ Erich Ludendorff (1865-1937), militaire et homme politique nationaliste.

¹¹ Journal de Munich, nationaliste et antisémite.

dira que l'arrivée de Hindenburg à Munich revêt la signification que lui prête la *Münchener Zeitung* : rapprocher Munich de Berlin. Et des gens le croiront, qui ne savent pas encore que Munich et Berlin s'entendent comme larrons en foire.

Non, la République allemande qui après l'expérience de Königsberg, dans une ville telle que Munich, camp retranché de la réaction, a toléré que pût se développer librement cette formidable manifestation monarchiste, d'aujourd'hui, présidée officieusement par le prince Rupprecht, héritier du trône de Bavière, a donné là une preuve éclatante ou de sa faiblesse ou de sa complicité.

André Lang¹²

Les étudiants de Munich reçoivent solennellement ce soir le maréchal, et l'on m'assure que les socialistes majoritaires manifesteront à l'issue du banquet. Je suis bien tranquille et je ne crains pas de vous envoyer cet article avant la réunion de ce soir. La peur des coups retiendra chez eux les rares majoritaires munichois, et leur courage, en tout cas, ne parviendrait à rien changer. La réaction munichoise est en marche, et ce n'est pas le gouvernement Ebert-Wirth qui l'arrêtera.

LE FIGARO du 1^{er} octobre 1923

LE REICH ET LA BAVIÈRE
LE GOUVERNEMENT DE BERLIN
S'EST INQUIÉTÉ DES DÉCISIONS
DE VON KAHR

BERLIN, 30 Septembre.

Les dernières mesures prises par M. von Kahr, entre autres l'abrogation pour la Bavière des ordonnances destinées à assurer la protection de la République, provoquent une vive inquiétude dans les milieux démocrates.

Une personne touchant de près M. von Kahr a déclaré au correspondant munichois du *Berliner Tageblatt* que le commissaire général tirerait les conséquences de l'orientation politique adoptée par lui et que des mesures d'ordre plus décisives encore allaient être prises. Tant que l'Empire s'abstiendra de faire de la politique à la place des divers États particuliers ou de s'ingérer dans la politique de

ces États, il n'existe aucun danger pour le maintien de l'Empire.

Le correspondant ajoute :

L'orientation choisie par M. von Kahr est suffisamment claire. Il n'interdit pas les Animaux nationalistes ni les têtes de régiment, ni les associations patriotiques. Mais, par contre, il interdit le Congrès des conseils ouvriers d'entreprises et les fêtes de l'Union républicaine, il dissout les organisations d'auto-protection socialistes et dépouille le bourgmestre républicain de Nuremberg de ses attributions, tandis que les associations de combat de Hitler et autres associations semblables sont autorisées.

Le *Tageblatt* déclare qu'une intervention du Reich est absolument nécessaire. Hier, une longue délibération a eu lieu à ce sujet à la présidence d'Empire, entre M. Ebert, le chancelier, le ministre de la Reichswehr et le ministre de l'intérieur.

Les organisations socialistes et les unions du travail ont décidé de provoquer dès demain une grève générale. On va voir à l'œuvre de dictature et si M. von Kahr, appuyé par les éléments nationalistes, sera assez puissant pour faire prévaloir sa volonté.

LE FIGARO du 4 octobre 1923

LE CABINET STRESEMANN
A DÉMISSIONNÉ

BERLIN, 3 octobre.

Un peu plus d'un mois après sa constitution, le Cabinet Stresemann¹³ vient de subir une crise si violente, qu'il a été forcé de démissionner. [...] Il est bien difficile de préciser le rôle du chancelier au cours de cette crise. Si l'on examine du moins les différents groupes intéressés à la provoquer, elle apparaît comme une concentration de toutes les forces réactionnaires et une tentative pour se soustraire aux charges du traité. L'heure du règlement des réparations va sonner ; chacun cherche à l'esquiver.

¹³ Gustav Stresemann (1878-1929), homme politique, fondateur et dirigeant du Parti populaire allemand, chancelier en 1923 et ministre des Affaires étrangères de 1923 à sa mort.

¹² Journaliste et dramaturge (1893-1986).

En premier lieu, les industriels. “Gens insatiables”, comme dit la *Vossische Zeitung*¹⁴, ils ont profité de la guerre en ne payant pas d’impôts, en recevant d’importantes commandes de l’État ; et ils ont profité de la paix, en spéculant sur l’effondrement du mark et les secours envoyés dans la Ruhr. [...]

Pour une large part, ce sont les industriels bavarois qui ont subventionné le coup d’État de von Kahr à Munich¹⁵. On a vu ce nouveau dictateur protéger un journal de guerre civile que le gouvernement du Reich avait supprimé ; abroger la loi destinée à punir les complots contre la République ; demander au “kronprinz” Rupprecht de Wittelsbach de présider une cérémonie à Munich. Sans doute, divers courants se manifestent en Bavière : les nationaux-socialistes, avec Hitler, sont orientés vers la Grande Allemagne et veulent restaurer les Hohenzollern, tandis que von Kahr et ses groupements de combat, plus autonomistes, demandent le retour des Wittelsbach. Mais unitaires ou séparatistes, tous veulent se soustraire au traité de Versailles.

Un troisième groupe fait retentir un bruit d’armes : il a pour chef Ludendorff, qui, avant-hier, s’écriait : « Marchons sur Berlin ! » Ce parti voudrait grouper tous les monarchistes et tous les militaristes pour renverser le gouvernement actuel de Berlin en lui substituant une régence provisoire d’un caractère plus ou moins militaire. La cessation de la résistance passive lui fournit un excellent argument pour sa propagande “patriotique”. [...] La France aura raison de suivre avec un calme attentif les événements de Berlin. Lorsque son orgueil subit l’épreuve de la déception, l’Allemagne perd la notion du réel et, grisée par cette puissance d’illusion collective qui s’associe à l’instinct de la discipline, elle peut devenir dangereuse.

Alfred Mallet¹⁶

¹⁴ Grand quotidien libéral allemand, publié jusqu’au 1er avril 1934. Supprimé par les nazis au pouvoir parce que de tendance libérale et appartenant à la maison Ullstein, une “entreprise juive” selon le régime nazi.

¹⁵ Gustav von Kahr prend le pouvoir en Bavière, le 16 mars 1920 durant le putsch de Kapp : tentative de coup d’État dirigée contre la république de Weimar du 13 au 17 mars 1920.

¹⁶ Alfred Mallet (?- ?), journaliste, secrétaire et homme de confiance de Pierre Laval.

LES NATIONALISTES MÉDITAIENT L’ÉTABLISSEMENT BRUSQUÉ D’UNE DICTATURE MILITAIRE

BERLIN, 3 octobre.

Le Service parlementaire socialiste confirme, dans son édition de ce soir, que la campagne nationaliste de ces derniers temps contre le gouvernement a été favorisée par des préparatifs très étendus pour un coup d’État nationaliste qui était projeté pour ces jours-ci, et dont le but était de cerner Berlin et d’instituer une dictature militaire après avoir renversé le gouvernement.

Le *Service parlementaire socialiste* fait le commentaire suivant :

“Grâce à la vigilance des autorités prussiennes, le coup d’État nationaliste a pu être déjoué. Toutefois, les organisateurs, c’est-à-dire le parti nationaliste et les associations secrètes de droite, ont atteint leur but, puisque sous l’influence des nationalistes, le parti populiste est devenu infidèle à M. Stresemann et a provoqué une crise gouvernementale, qui constitue actuellement un acte de trahison à l’égard du peuple allemand.”

200 ARRESTATIONS PRÈS DE BERLIN

LONDRES, 3 octobre.

Les journaux publient des télégrammes, quelquefois contradictoires, sur les événements d’Allemagne. On annonce que 200 arrestations ont été opérées aux environs de Berlin, notamment à Dœbritz, où 100.000 réactionnaires se seraient préparés à une attaque.

D’autre part, malgré certains démentis, les dépêches publiées en fin de soirée annoncent que M. von Kahr a bien remplacé M. von Knilling¹⁷ comme premier ministre de Bavière.

LA PRESSE RAPPELÉE À L’ORDRE

KÖNIGSBERG, 3 octobre.

Une ordonnance du général commandant le district de la Prusse orientale s’élève contre la campagne d’excitation de la presse de droite et de gauche, et déclare que ceux des journaux qui ne cesseraient pas ces manœuvres seraient frappés d’interdiction.

¹⁷ Eugen Ritter von Knilling (1865-1927).

HOHENZOLLERN CONTRE WITTELSBACH

MUNICH, 3 octobre.

Dans divers milieux politiques on déclare que l'action précipitée en Bavière de M. von Kahr, le dictateur de Munich, est due au fait qu'à une grande réunion de la Deutsche-Kampfbund tenue à Nuremberg, dans le courant de septembre, l'ex-kronprinz allemand a été présenté comme prétendant au trône, tandis que Hitler demanda que la Bavière restât unie au Reich et que les Wittelsbachs soient exclus des trônes de Bavière et du Reich. Le général Ludendorff, qui soutient aussi l'ex-kronprinz, déclara que les catholiques Wittelsbach étaient une plus grande menace que les socialistes démocrates. Quant au kronprinz, suivant des nouvelles reçues ici, il aurait reçu lundi soir un courrier spécial venu de Munich.

Ce courrier apportait, croit-on, d'importantes nouvelles de Bavière.

Dans l'après-midi d'hier, le kronprinz, accompagné du bourgmestre responsable de sa sécurité, quitta l'île pour une destination inconnue : il devait revenir cette nuit par bateau spécial. On sait seulement qu'il ne s'est pas rendu à Doorn.

LE FIGARO du 19 octobre 1923

ROSSBACH EST EN BAVIÈRE

BERLIN 18 octobre.

On mande de Munich que le lieutenant Rossbach¹⁸, mis en liberté il y a trois jours par la cour de justice de Leipzig, et contre lequel de nouveaux mandats d'amener ont été lancés par le gouvernement du Reich et le gouvernement saxon, doit prendre la parole vendredi, en compagnie de Hitler, dans une réunion des membres de la ligue de combat et de l'Association Rossbach.

GRAVES DÉCLARATIONS DE M. ZEIGNER
PRÉSIDENT DU CONSEIL SAXON

DRESDE, 18 octobre.

La séance d'aujourd'hui à la Chambre saxonne a donné lieu à de violentes altercations entre le président du Conseil et les partis

de l'opposition. Répondant à une motion communiste demandant la démission du ministre de la Reichswehr, M. Zeigner¹⁹ a déclaré notamment :

“La France est parfaitement au courant de tout ce qui se passe dans la Reichswehr. En ce moment critique, je ne parlerai pas aussi librement que je me le proposais, mais je ne peux cependant pas me taire sur certaines choses : il est un fait acquis, l'Empire possède une armée illégale et cela, semble-t-il, sans que le gouvernement d'Empire en sache quelque chose.

Dans le camp de Königsbruck (Saxe) des formations de la Reichswehr “noire” ont été instruites pendant quatre à six semaines au cours de cet été. Des centaines et des milliers de membres de ces organisations illégales ont été admis, ces jours derniers, dans la Reichswehr, et armés.

À Leipzig seulement 1.500 hommes sont dans ce cas. L'entente est au courant de tous ces faits et nous obligera à modifier cet état de choses. Les nationalistes déclarent ne pas vouloir participer aux débats en raison des déclarations de M. Zeigner qui, disent-ils, « constituent un acte de haute trahison ». Ces paroles déclenchent un tumulte inouï et les nationalistes quittent la salle.

LE GÉNÉRAL VON LOSSOW RAPPELÉ

BERLIN, 18 octobre.

Le général de Lossow²⁰, commandant du l'arrondissement militaire bavarois, sera rappelé vendredi par le ministre de la Reichswehr.

LE FIGARO du 26 octobre 1923

LE CHAOS ALLEMAND

Avant de tirer aucune conséquence de l'état chaotique de l'Allemagne, il faut se rappeler quelles forces de cohésion et d'ordre subsistent encore dans ce pays. Au lendemain de la guerre, il semblait au point de périr. Il s'est rétabli avec une rapidité qui doit faire réflé-

¹⁹ Erich Richard Moritz Zeigner (1886 -1949), juriste et homme politique de gauche.

²⁰ Otto von Lossow (1868-1938), Commandant de la région militaire qui couvre la Bavière au 1^{er} janvier 1923.

¹⁸ *ibid.* page 16.

chir. Les phénomènes politiques, loin de s'accroître à mesure qu'ils se prolongent, ont une tendance à se limiter eux-mêmes. Le désordre où nous voyons l'Allemagne, développe lui-même les forces destinées à le réduire.

On en voit un exemple dans l'affaire bavarroise, qui, examinée exactement, paraît moins considérable que les criaileries d'accompagnement. Voici les faits. Au début d'octobre, le gouvernement de Berlin invite M. von Kahr, qui porte en Bavière le titre de commissaire général, à suspendre le *Volkischer Beobachter*²¹. Ce journal, nationaliste, qui est celui de Hitler, a publié un article injurieux pour le général von Seeckt²², chef de l'armée. Von Kahr n'obéit pas. Le général von Lossow, commandant la division de Munich, reçoit du ministre de la guerre à Berlin, Gessler, l'ordre d'exécuter la mesure contre le *Beobachter*. Von Lossow n'obéit pas, en alléguant le danger d'un conflit, avec les autorités bavaroises. Seeck considère cette réponse comme un refus d'obéissance, et invite Lossow à démissionner. Lossow refuse et remet l'affaire au gouvernement bavarois, qui non seulement prend parti pour lui, mais soutient que Gessler a essayé d'atteindre à travers Lossow les droits de la Bavière. Et comme sanction, Munich interrompt toutes relations avec Gessler. Celui-ci, comme ministre de la guerre, riposte en mettant Lossow à pied, et en lui donnant pour successeur Kress von Kressenstein²³. Le gouvernement de Munich réplique en séparant l'armée bavaroise de l'armée allemande. La querelle semble au pire, quand, tout à coup on apprend qu'elle est en voie d'arrangement. Au fond, de quoi s'agit-il ? Des limites précises de l'autonomie de chaque État, très mal et très capricieusement fixées par la constitution de Weimar. Il y a conflit entre le pouvoir central et le pouvoir local mais il serait très exagéré de parler de séparatisme. Chacun s'en défend, et probablement avec sincérité.

L'affaire saxonne est un autre cas du conflit général entre les tendances unitaires de Berlin et les vieilles habitudes d'autonomie. En

Rhénanie, la situation est encore fort obscure, et elle deviendra sans doute plus délicate encore si le Reich, comme on le faisait pressentir dès le 20, accorde l'autonomie. Quant à l'affaire de Hambourg, pris par les communistes et aussitôt reperdu, c'est une simple échauffourée, comme avait été le 30 septembre, celle de Custrin, pris et perdu par les nationalistes. Le problème économique est infiniment plus grave. Nous avons dit, hier, quel était son point sensible. Les industriels de la Ruhr se trouvent placés entre les Alliés qui exigent des livraisons, et le gouvernement allemand qui refuse de rembourser ces livraisons. S'il est exact, comme on le dit, que les industriels aient pris le parti de fermer les usines et d'arrêter le travail des mines, la situation peut devenir d'autant plus sérieuse que les allocations de chômage sont supprimées depuis le 20.

Henry Bidou²⁴

LE GÉNÉRAL VON LOSSOW VEUT CHASSER LES MINISTRES DU REICH

MUNICH, 25 octobre.

Le général von Lossow, s'adressant aux troupes bavaroises, leur a déclaré :

« Nous continuerons à combattre sous le drapeau noir, blanc, rouge. Nous voulons nous libérer des gouvernants actuels de Berlin, qui ont plongé notre peuple dans la détresse. »

« IL N'Y A RIEN À FAIRE AVEC EUX »
AJOUTE VON KAHR

MUNICH, 25 octobre.

M. von Kahr a assuré aux journalistes « qu'il n'y avait rien à faire avec un gouvernement qui laisse en fonctions le président du Conseil saxon, et qui continue à avoir pour collaborateurs, au sein du cabinet, les socialistes partisans de Hoffmann, le traître du Palatinat. »

²¹ Organe officiel du NSDAP de 1920 à 1945.

²² Hans von Seeckt (1866-1936), général, réorganisateur de l'armée allemande. De 1920 à 1926, Seeckt occupe le poste de Chef de l'armée.

²³ Friedrich Freiherr Kress von Kressenstein (1870-1948), général.

²⁴ Henry Bidou (1873-1943), écrivain, critique et correspondant de guerre. Il dirige le service "politique étrangère" au Figaro, entre 1922 et 1925.

LE FIGARO du 30 octobre 1923

EN BAVIÈRE,
LES ORGANISATIONS NATIONALISTES
MASSENT LEURS FORCES
AUX FRONTIÈRES
DE SAXE ET DE THURINGE

BERLIN, 29 octobre.

Des informations recueillies par le *Service parlementaire socialiste*, il ressort que des contingents d'irréguliers bavarois sont rassemblés à la frontière de la Thuringe et de la Saxe. Trois détachements de police de sûreté bavaroise occupent la frontière et sont renforcés par les organisations militaires illégales. Le quartier général se trouve à Cobourg, Kronach et Bamberg.

A Cobourg, se trouve l'état-major de la brigade Ehrardt. Ehrardt, en personne, a passé la journée du 23 octobre à Cobourg. Hitler y est venu le 26. Les troupes d'Ehrardt comprennent sept compagnies, trois bataillons d'attaque du parti national-socialiste, deux compagnies de l'Association "Oberland", une batterie de quatre canons. On travaille fiévreusement à l'organisation militaire de toutes ces troupes. Les officiers de la Reichswehr y prendraient part. Des exercices militaires ont lieu chaque jour. A Kronach, se trouve également un bataillon d'attaque.

Le centre principal est Bamberg, où se trouvent un parc de mitrailleuses, de lance-mines, d'avions, etc. L'organisation "Drapeau d'Empire" se trouve à Bamberg.

Cette après-midi, avec l'autorisation de von Kahr, les troupes d'assaut du nationaliste Hitler, sont sorties de Munich, musique en tête et drapeaux déployés, pour aller exécuter des tirs dans un champ de manœuvres proche.

LUDENDORFF SE FAIT
NATURALISER BAVAROIS

BERLIN, 29 octobre.

On mande de Munich, au *Tageblatt*²⁵, que le général Ludendorff s'est fait naturaliser Bavarois.

Le 5 novembre aurait lieu, devant le tribunal civil de Munich, deux procès intentés par des journalistes au général Ludendorff auxquels

celui-ci avait fait des déclarations qu'il a reprises ensuite.

LA CLASSE OUVRIÈRE EST MÉCONTENTE
DES MESURES DU REICH

BERLIN, 29 octobre.

La direction du parti socialiste annonce que le comité directeur se réunira demain, à 1 heure, pour prendre position à l'égard des nouveaux événements.

Le syndicat publie également un appel au calme, mais il s'élève violemment contre l'action du gouvernement du Reich. La seule chose qui pourrait calmer le mécontentement de la classe ouvrière, c'est une action énergique contre la Bavière et un succès du gouvernement du Reich sur ce terrain.

LE FIGARO du 9 novembre 1923

LES INSTRUCTIONS DE M. MARGERIE

M. Poincaré a envoyé hier matin, à notre ambassadeur à Berlin, M. de Margerie, des instructions qui fixent à celui-ci une ligne de conduite.

Elles comportent deux points : le premier est que le gouvernement français ne s'occupe pas des affaires intérieures du Reich. Or dans les revendications de la Bavière, il y a un article qui est justement une de ces questions purement intérieures où la France n'entend nullement s'immiscer : c'est la révision de la Constitution de Weimar. Cette Constitution a entendu supprimer pratiquement l'autonomie, des États allemands. Les États allemands regimbent ; d'où tension entre Berlin et Munich. Dans cette affaire, les étrangers ne peuvent être que des spectateurs.

Mais la scène bavaroise est à double fond. Derrière les leaders de l'autonomie bavaroise, derrière Kahr et Knilling, on voit apparaître d'autres personnages prêts à passer au premier plan, et qui sont les condottieri de la nouvelle Allemagne Hitler, Ehrardt, Rossbach, le duc de Saxe-Cobourg-Gotha et leur chef à tous, Ludendorff.

Dès le 5 novembre, toute la presse allemande annonçait que les bandes auxquelles ces chefs commandent, marcheraient le 9 sur Berlin. On annonçait une opération concentrique partant de Bavière, de Brandebourg, de Silésie et de

²⁵ Journal quotidien luxembourgeois de langue allemande.

Poméranie, autrement dit des quatre coins de l'horizon. Les insurgés établiraient à Berlin une dictature de droite. Cette éventualité est le second point envisagé dans les instructions que M. de Margerie a reçues. A ce moment, en effet, l'affaire prend un caractère nettement international. Le programme des rebelles comporte ouvertement la suppression du traité de Versailles et la guerre de revanche. Comment la France pourrait-elle s'en désintéresser ? Les vœux de la France coïncident avec ceux de beaucoup d'Allemands. Une proclamation des républicains allemands publiée mercredi par la *Gazette de Francfort* dit, en parlant des agitateurs de droite : « Des criminels sans honte et sans conscience jettent aujourd'hui le brandon dans l'édifice de l'unité allemande. Des hommes qui salissent le beau mot de patrie en s'en servant comme d'une fausse monnaie mettent la hache à la racine de l'Empire. Des jours, des heures peut-être seulement nous séparent de l'insurrection ouverte de ces ennemis du pays. »

Le gouvernement français ne pense pas autrement que les républicains allemands. Il est préoccupé des conséquences internationales de l'aventure qui se prépare. Il le fait savoir à son ambassadeur. Il ne le charge d'aucune démarche auprès de M. Stresemann. Cependant on peut souhaiter que celui-ci connaisse ces sentiments.

Henry Bidou

LA DICTATURE EN BAVIÈRE UN COUP DE FORCE DES NATIONALISTES À MUNICH

HITLER, À LA TÊTE DE 600 HOMMES, PÉNÈTRE DANS UNE SALLE OÙ SE TROUVAIT VON KAHR ; IL DÉCLARE LE GOUVERNEMENT ACTUEL RENVERSÉ ET PROCLAME LE GÉNÉRAL LUDENDORFF CHEF SUPRÊME DU PAYS

MUNICH, 8 novembre.

Ce soir a eu lieu, dans une salle de la Burgerbrau, une manifestation patriotique. Le commissaire von Kahr a donné lecture, au milieu des vifs applaudissements de l'auditoire, d'un manifeste à la nation allemande qui est un vrai réquisitoire contre le marxisme. De nombreux membres des associations patriotiques assistaient à la réunion.

M. von Kahr venait de terminer son discours lorsque le chef des nationalistes socialistes

Hitler a pénétré dans la salle, à la tête de 600 hommes, et a déclaré que le gouvernement, était renversé.

Le nouveau gouvernement, a-t-il dit, est entre les mains du général Ludendorff, qui devient chef suprême du pays lui-même, Hitler, devient conseiller politique du général Ludendorff ; l'ancien chef de la police de Poehner, administrateur du pays ; le général von Lossow, ministre de la guerre. Après cette déclaration, les troupes du général Hitler ont formé des barrages autour de la salle de réunion.

Vers 10 heures du soir, les troupes des organisations de combat "Oberland" et "Drapeau d'Empire" se sont dirigées de plusieurs points de la ville vers la Burgerbrau ; elles ont occupé différents quartiers de Munich et particulièrement les places. On ne sait pas au juste ce qui se passe dans la salle de réunion. Le bruit court que von Kahr négocie avec Hitler. On n'a pas non plus de renseignements sur l'attitude de la police et de la Reichswehr.

BERLIN SANS COMMUNICATIONS

BERLIN, 8 novembre.

Les communications télégraphiques avec Munich sont coupées depuis minuit.

DES RENFORTS BAVAROIS MARCHE SUR COBOURG

BERLIN, 8 novembre.

De nouveaux renforts, venant du Sud, sont en marche sur Cobourg.

Les effectifs des associations nationalistes de combat sont logés soit dans les brasseries, soit chez les paysans.

Le fils aîné de l'ex-duc de Cobourg s'est engagé.

LE GOUVERNEMENT STRESEMANN CRAQUE DE TOUTE PART

BERLIN, 8 novembre.

Ceux qui s'imaginaient qu'en expulsant les socialistes du cabinet, ils arrangeraient les choses, doivent convenir aujourd'hui que leur calcul était erroné.

La position de M. Stresemann et de son cabinet est devenue si précaire qu'on recommence à parler ouvertement d'une crise ministérielle probable.

M. Stresemann ne jouit même plus de la confiance de son parti. Le refus des populistes bavarois de collaborer avec lui ne laisse même plus subsister entièrement la possibilité d'un gouvernement appuyé sur la communauté bourgeoise de travail (populistes, démocrates et centre), comme ce fut le cas pour les gouvernements Cuno²⁶ et Fehrenbach²⁷.

Les nationalistes répudient toute collaboration avec le cabinet actuel, malgré son épuration. Du reste, il n'est pas dit que la droite du centre et les populistes eux-mêmes, qui souhaitent vivement l'entrée dans le cabinet de personnalités sympathiques aux nationalistes et apportant la neutralité bienveillante de ces derniers, se déclareraient d'accord avec l'entrée formelle des nationalistes dans le gouvernement.

La presse nationaliste multiplie ses attaques contre le chancelier ; elle continue à parler de la nécessité d'un gouvernement jouissant de la confiance du pays et déclare que le programme du parti est prêt, tout en se gardant d'en divulguer quelque chose.

Comme membres du directoire envisagé par les nationalistes, on cite les noms suivants M. Minoux, ancien directeur des établissements Stinnes ; M. Wiedfeldt, ancien directeur des établissements Krupp ; M. Heinrich, directeur des Deutsche Werke ; comte de Beerenhof, agrarien, et enfin, du général von Seeckt.

Il est douteux que toutes ces personnalités aient été présentées.

LE FIGARO du 11 novembre 1923

L'ORDRE EST RÉTABLI DANS TOUTE LA BAVIÈRE

LUDENDORFF, AYANT PROMIS "DE NE PLUS PARTICIPER À UN COUP D'ÉTAT", A ÉTÉ REMIS EN LIBERTÉ

BERLIN, 10 novembre.

Les dernières informations de Munich assurent que l'ordre est de nouveau complètement rétabli dans toute la Bavière. Le gouvernement von Knilling a repris en mains le pouvoir. L'état de siège a été proclamé sur tout le

territoire de la Bavière, Le parti social national²⁸ a été interdit.

Le *Berliner Tageblatt*²⁹ déclare qu'une action identique à celle de Munich a été tentée à Augsbourg, mais la police a arrêté et désarmé immédiatement tous les contre-révolutionnaires.

A Nuremberg également, la police a désarmé les nationalistes. Le bourgmestre de Nuremberg avait adressé hier matin, un pressant appel au gouvernement de Berlin pour demander l'envoi de troupes de la Reichswehr en Bavière. M. Stresemann a refusé.

REMIS EN LIBERTÉ

BERLIN, 10 novembre.

On mande de Munich que le général Ludendorff a passé quelque temps au poste de police et a été remis, hier, en liberté, après avoir donné sa parole d'honneur de ne plus participer à un coup d'État.

Suivant la Correspondance du parti populiste, l'audition du général Ludendorff par le procureur général d'Empire est en cours.

Il est possible que Hitler se soit réfugié avec quelques centaines de nationaux socialistes à l'est de Munich.

Le *Vorwärts*³⁰ écrit que l'on a laissé échapper à temps Hitler car il aurait peut-être pu donner des renseignements pénibles sur la façon dont il a violenté von Kahr, et séduit von Lossow.

VON KAHR ET VON LOSSOW CHERCHENT À SE JUSTIFIER

MUNICH, 10 novembre.

Au cours d'une réception des représentants de la presse munichoise et étrangère, M. von Kahr et le général von Lossow ont entrepris de justifier leur attitude pendant les derniers événements.

« Nous nous sommes rendu compte, a dit M. von Kahr, que si nous n'avions pas adhéré en apparence aux exigences de Hitler, la Reichswehr et la police se seraient trouvées privées de toute direction ; la marche sur Berlin — qui, d'ailleurs, se serait arrêtée à la frontière bavarroise aurait pu être évitée. On

²⁶ Wilhelm Cuno (1876-1933), chancelier sous la république de Weimar, du 22 novembre 1922 au 12 août 1923.

²⁷ Constantin Fehrenbach (1852-1926), chancelier en 1920-1921.

²⁸ Le NSDAP. NdE

²⁹ Grand quotidien, disparu en 1939.

³⁰ Journal, organe du Parti social-démocrate des travailleurs d'Allemagne, interdit en 1933.

ne sait pas quels durs combats nous avons dû soutenir, von Lossow, Seisser³¹ et moi, non pas pour nos personnes, mais pour la patrie. » Le général von Lossow, parlant à son tour, a reproché à Hitler d'avoir séduit de braves enfants, des fils d'anciens généraux et de fonctionnaires, non pas pour les conduire à une guerre contre la France, mais pour de tout autres buts.

« TOUT DANGER N'EST PAS CONJURÉ »

BERLIN, 10 novembre.

Parlant de la situation actuelle, le *Service parlementaire socialiste* écrit :

«Ce serait une grave erreur de croire que tout danger est conjuré. La plus grande partie de la population munichoise est pour Hitler et condamne la conduite félonne de von Kahr. Les associations patriotiques, sous la direction du professeur Bauer³², se préparent plus ou moins ouvertement à passer dans le camp des insurgés. Le parti des étudiants est tellement hostile à von Kahr. Hitler et ce qui lui reste de partisans se seraient réfugiés à Rosenheim, à 60 kilomètres de Munich.»

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les bureaux de la *Munchner Post*, organe socialiste, ont été complètement saccagés par des bandes nationales socialistes. Tous les tiroirs ont été fracturés.

Le contenu a été jeté dans la rue.

Les machines à écrire, l'argent en caisse et même les carnets de chèques ont été emportés.

Des étudiants distribuent dans les rues des tracts en faveur de Hitler et contre M. von Kahr. Ils ont décidé de se réunir demain devant l'Université.

LE BILAN DU COUP DE FORCE

BERLIN, 10, novembre.

D'après les *Dernières nouvelles de Munich*, le président du Conseil, M. von Knilling et les autres ministres et personnes qui avaient été arrêtées par Hitler avant-hier soir et tenues prisonnières dans une villa des environs de Munich, ont été remis en liberté.

³¹ Hans Rittera von Seisser (1874-1973), chef de la police d'État bavaroise en 1923.

³² (Sans doute, NdE) Josef Bauer (1881-1958), homme politique, membre du NSDAP et officier de la SS.

Il est établi maintenant que le nombre de personnes ayant succombé au cours des événements de Munich est de 18. Les grands blessés se trouvent encore dans les hôpitaux.

UNE PROCLAMATION SUGGESTIVE

BERLIN, 10 novembre.

Le *Service Parlementaire Socialiste* publie, au sujet des derniers événements de Munich, les détails suivants : vendredi matin était affichée à tous les coins de murs une proclamation disant "Les principaux auteurs de la trahison du 6 novembre 1918 sont déclarés, à partir d'aujourd'hui, hors-la-loi. Tout Allemand qui trouvera Ebert, Scheidemann³³, Théodore Wolff³⁴, Georg Bernhard³⁵, et leurs acolytes a le devoir de les livrer morts ou vivants au gouvernement national." Dans la même proclamation, le président Ebert est traité de "patron de mauvais lieux".

LE FIGARO du 12 novembre 1923

M. STRESEMANN EST INDULGENT POUR LE FILS DU KAISER

BERLIN, 11 novembre.

Le chancelier a prononcé à Halle un discours qui a porté presque exclusivement sur la situation intérieure. M. Stresemann s'est félicité de l'attitude adoptée récemment par la Belgique à l'égard des séparatistes rhénans. Partant du retour de l'ex-kronprinz, le chancelier a déclaré que l'autorisation de rentrer dans sa patrie ne pouvait être refusée à l'ex-kronprinz.

« D'ailleurs, a dit le chancelier, il n'est pas le plus mauvais d'entre les Allemands. La décision prise à cet égard est une affaire purement intérieure dont le peuple allemand ne peut pas se dessaisir. »

Au sujet des événements de Munich, le chancelier a déclaré que la proclamation de Hitler a causé à l'Allemagne un préjudice dont elle se ressentira encore longtemps.

³³ Philipp Heinrich Scheidemann (1865-1939), homme d'État, deuxième chancelier de la république de Weimar allemand, membre du SPD.

³⁴ Theodor Wolff (1868-1943), écrivain et journaliste.

³⁵ Georg Bernhard (1875-1944), journaliste et écrivain, opposant au nazisme. D'origine juive il fuit l'Allemagne en 1933.

« La conduite de Ludendorff, a-t-il ajouté, est profondément regrettable. La Reichswehr a eu à soutenir la lutte la plus dure avec sa conscience. »

Le chancelier saluera l'instant où le conflit entre l'Empire et la Bavière sera définitivement clos.

Il a terminé par une condamnation du marxisme.

« Le marxisme, a-t-il dit, convient à une époque de santé nationale, mais non à une époque de décadence comme la nôtre. »

L'AGITATION CONTINUE À MUNICH

BERLIN, 11 novembre.

On mande de Munich à l'Agence Wolff qu'une vive agitation continue à régner dans la ville. De nombreux attroupements se sont formés au cours de la journée. Des groupes d'étudiants ont défilé en chantant des hymnes patriotiques. La police n'est parvenue, qu'avec peine, à maintenir l'ordre. Les obsèques des victimes des derniers troubles auront lieu demain.

LE FIGARO du 13 novembre 1923

LA TRAGI-COMÉDIE DE MUNICH

HITLER EST PRIS À SON TOUR
ET SE REND SANS RÉSISTANCE

BERLIN, 12 novembre.

L'Agence Wolff publie la dépêche suivante de Munich.

Le chef des socialistes nationaux, Hitler, a été arrêté au Staffelsee³⁶. Aucune résistance n'a été opposée.

Hitler a été amené à Landsberg, sur le Lech, où il a été enfermé dans la prison.

LUDENDORFF PLEURNICHE

BERLIN, 12 novembre.

La *Deutsche Zeitung*³⁷ apprend que le général Ludendorff a déclaré à M. von Kahr qu'il avait été entraîné à participer à l'affaire Hitler parce qu'il avait été trompé sur les buts véritables que ce dernier se proposait d'atteindre.

Ludendorff a engagé hier Hitler à se mettre lui-même à la disposition de M. von Kahr.

Ludendorff est soumis au régime de "détention honorable". Il peut choisir son domicile, mais il est étroitement surveillé.

Le même journal déclare que les associations patriotiques allemandes ont envoyé hier à M. von Kahr un ultimatum demandant notamment la démission du gouvernement Knilling, l'amnistie de toutes les personnes ayant participé au coup d'État, et la levée de l'interdiction des associations réactionnaires.

ET ERHARDT DEVIENT CHEF

DES ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES

BERLIN, 12 novembre.

Ce matin, les étudiants nationalistes se sont réunis à l'Université de Munich. La séance a été ouverte par l'ex-capitaine Erhardt qui a conclu ainsi son allocution :

« J'ai pris la conduite des organisations de combat, j'engage les associations patriotiques à se ranger également sous ma direction. Déjà l'organisation Oberland et les associations secrètes magyares m'ont pris comme chef. Je compte poursuivre la lutte contre le marxisme et tous ceux qui le soutiennent. Toutefois, il ne faut pas renouveler les maladroresses commises par Hitler ; il ne faut agir qu'après avoir mis sur pied un plan bien précis. Je vous demande de m'accorder votre confiance. »

Une motion fut alors votée donnant à Erhardt la direction des associations patriotiques.

LE FIGARO du 14 novembre 1923

LE CHANCELIER INCLINE

VERS LA POLITIQUE NATIONALISTE

BERLIN, 13 novembre.

L'éventualité d'un gouvernement ou d'un dictateur de droite fait l'objet de toutes les conversations des milieux politiques berlinois, où l'on considère, en général, que cette éventualité est très proche de la réalité.

Après l'échec de la grande coalition, l'arrivée au pouvoir des hommes de la droite serait la conséquence logique du gonflement incessant de l'opinion publique dans le sens nationaliste, auquel on assiste depuis dix mois. Ainsi, le changement aurait lieu à peu près sans

³⁶ Lac situé dans le district de Garmisch-Partenkirchen en Bavière.

³⁷ Journal conservateur.

heurt, d'une façon légale. La prépondérance acquise dans son propre sein par l'aile droite du centre, favorable à un coup de barre à droite et à une rupture ouverte avec la France montre le travail qui s'est fait jusque dans les milieux réputés modérés.

L'évolution ouverte du chancelier qui, du reste, ne fut jamais rien moins qu'un partisan d'une entente avec les puissances occupantes, est également caractéristique.

Le seul gouvernement républicain ferme en Allemagne, celui de Saxe, a été destitué et des socialistes ont été expulsés du cabinet. Le manque d'argent ne le rend pas dangereux pour le moment.

Habile manœuvrier parlementaire et ayant à se faire pardonner bien des choses, M. Stresemann vient encore de jeter du lest en confiant un portefeuille à M. Jarres³⁸, dont les opinions sont bien connues, ce qui renforce dans le cabinet la tendance des Luther³⁹, Hoeth et Brauns⁴⁰, partisans d'une rupture avec la France.

LE REICH VA POURSUIVRE HITLER ET CONSORTS

BERLIN, 13 novembre.

Le Reich ne s'estime pas satisfait par la comparution des auteurs du coup de force du 8 novembre devant le tribunal de Munich.

Le cabinet du Reich a, en effet, chargé le Procureur général du Reich d'introduire auprès de la Haute Cour de Leipzig une demande de jugement pour crime de haute trahison contre les partisans de Hitler "qui avaient l'intention de déposer le président du Reich et le gouvernement de Berlin."

Le *Vorwaerts* fait observer que l'on a trouvé dans la liste des partisans de Hitler tués à Munich plusieurs représentants de la noblesse et un conseiller au tribunal supérieur de première instance. "Ce fait, dit le *Vorwaerts*, explique les verdicts indulgents de la justice, bavaroise envers les nationalistes."

³⁸ Karl Jarres (1874-1951), homme politique, membre du Parti populaire allemand, ministre de l'Intérieur de 1923 à 1924.

³⁹ Hans Luther (1879-1962), homme politique, ministre des Finances de 1923 à 1924.

⁴⁰ Heinrich Brauns (1868-1939), homme politique, membre du Zentrum, ministre du Travail de 1920 à 1928.

LES EXIGENCES DES SOCIALISTES

BERLIN, 15 novembre.

La situation politique intérieure de l'Allemagne reste incertaine. Les socialistes demandent au gouvernement :

- 1° De continuer à payer les allocations aux sans-travail des territoires occupés ;
- 2° De désarmer les nationalistes ouvriers de Bavière ;
- 3° De supprimer l'état de siège en Bavière et d'y rétablir l'ordre constitutionnel ;
- 4° De poursuivre devant les tribunaux toutes les personnes qui ont pris part au coup de force de Munich, compris le général Ludendorff.

UNE MISE AU POINT DE LUDENDORFF

BERLIN, 15 novembre.

Le général Ludendorff a fait, au correspondant d'une agence allemande, des déclarations d'après lesquelles von Kahr et von Lossow n'auraient subi, de la part d'Hitler et de lui-même, aucune pression et encore moins aucune menace. Au contraire, ces deux personnages auraient accepté volontairement de participer au coup de force qui s'est produit dans la nuit du 8 au 9 novembre.

LE FIGARO du 21 novembre 1923

SÉANCE MOUVEMENTÉE,
HIER, AU REICHSTAG

BERLIN, 20 novembre.

Le Reichstag est rentré.

A 1h30, le président Löbe⁴¹ déclare la séance ouverte. L'hémicycle et les tribunes sont bondées. Le chancelier Stresemann et la plupart des ministres sont à leurs bancs. [...]

« LA POLICE EST DANS LA SALLE »

Le président donne la parole au chancelier, mais un communiste intervient pour présenter des observations concernant le règlement. Le président lui refuse la parole ; le communiste

⁴¹ Paul Gustav Emil Löbe (1875-1967), homme politique membre du SPD, deux fois président du Reichstag, de 1920 à 1924, et 1925 à 1932.

proteste bruyamment. Le député Remmele⁴² s'écrie :

« Le Reichstag est occupé », par la police ! » Le président invite l'interrupteur à quitter la salle. Sur son refus, le président sus pend la séance.

A la reprise, le président reconnaît que la police occupe effectivement l'intérieur du Reichstag. Cette mesure a été prise il y a quelques mois, à la suite de menaces proférées contre le Reichstag. Les socialistes approuvent la conduite du président. Le député expulsé persistant à rester dans la salle, le président remet à jeudi la suite des débats.

LE FIGARO du 26 novembre 1923

HITLER VA ÊTRE RELÂCHÉ

MUNICH, 25 novembre.

D'après le *Welt am Montag*⁴³, les parents d'Hitler ont demandé sa mise en liberté, en prétextant son état de santé. Le médecin légiste serait disposé à accéder à cette demande.

LE FIGARO du 2 décembre 1923

LE PROCÈS CONTRE HITLER

MUNICH, 1^{er} décembre.

Une note officieuse annonce que le procès en haute trahison intenté contre Hitler et consorts viendra en janvier prochain devant le tribunal populaire de Munich.

LE FIGARO du 11 décembre 1923

LES RESPONSABILITÉS
DU COUP D'ÉTAT BAVAROIS

Munich, 10 décembre.

L'avocat de Hitler publie dans les journaux munichois une relation des tractations qui eurent lieu entre Hitler, von Kahr, von Lossow et consorts avant et pendant le coup d'État, et tendant à prouver que ces derniers partagèrent entièrement, jusqu'à leur brusque volte-face, les projets de Hitler.

LE FIGARO du 24 décembre 1923

Pourquoi le Reich
élude-t-il le contrôle militaire ?

Quelle que soit la bonne volonté apparente du gouvernement allemand actuel à chercher un terrain d'entente avec les puissances victorieuses, un fait domine, susceptible de jeter un doute sur la sincérité des intentions manifestées. C'est l'obstination du Reich à vouloir éluder la reprise régulière du fonctionnement des commissions de contrôle.

Sous le prétexte un peu vain et certainement très exagéré que les autorités allemandes ne sont pas en mesure de garantir la sécurité personnelle des officiers contrôleurs, toute vérification se trouve interdite à ces derniers. Comme si l'on ne pouvait établir aucune distinction entre les régions ou la nature des diverses opérations !

Ces craintes d'un gouvernement resté toujours maître de diriger l'opinion à sa guise, chez un peuple de tendances politiques particulièrement amorphes, semblent dissimuler d'autres motifs qui ne sont pas avouables. Elles sont, pour nous, l'indice d'un travail souterrain de reconstitution militaire, à laquelle l'Allemagne refuse de renoncer.

Nous en avons deux sortes de preuves, réunies à la suite de patientes observations et de recoupements minutieux dont les éléments sont puisés en majeure partie dans la presse allemande elle-même.

En premier lieu, comment s'est exécutée la répression récente du mouvement communiste en Thuringe et en Saxe ?

L'outil en a été fourni par la Reich-sheer⁴⁴. Mais on pouvait, ou bien prélever sur tout le territoire du Reich une fraction des unités existantes, solution légale au regard des traités internationaux, ou bien procéder par voie de mobilisation des unités situées à proximité, solution interdite par ces mêmes traités. C'est cependant celle-ci qui a été adoptée. On en tient l'aveu du président du Conseil saxon, fait publiquement à la tribune de la Chambre saxonne. Selon lui, la 4^e division de Reichsheer aurait incorporé « des milliers de membres des organisations occultes ». Par les

⁴² Hermann Remmele (1880-1939), dirigeant communiste.

⁴³ Hebdomadaire qui parut jusqu'en 1933.

⁴⁴ L'armée de terre.

révélations d'un député saxon, on a suivi, jour par jour, l'afflux des hommes à Leipzig. Enfin, dans la *Dresdner Anzeiger*, le général Millier, commandant du territoire, a reconnu l'exactitude de ces révélations. Une trentaine de mille hommes ont donc été instantanément réunis, armés, équipés ; ce qui confirme la préparation laborieuse antérieure d'une mobilisation générale avec tout ce que celle-ci comporte dans la région envisagée : convocation de réservistes, leur encadrement, magasins, etc.

En second lieu, certains journaux ont fait, à plusieurs reprises, des allusions à une "Reichswehr noire" dont l'existence est à rapprocher de la méthode employée pour la répression du soulèvement ci-dessus. Ce serait, étendu à tout le territoire de l'Allemagne, l'analogue des « formations de combat » organisées par Hitler en Bavière. Tout le parti nationaliste se trouverait ainsi enrégimenté, prêt à marcher dès que l'ordre en serait donné. L'ensemble comporterait 50 formations de 10.000 hommes chacune. Sans doute, autant de divisions.

Quoi qu'il en soit, dès à présent, on peut considérer qu'une certaine corrélation se trouve établie entre l'armée régulière de 100.000 hommes et cette Reichswehr noire occulte. Les hommes faisant partie de l'une comme de l'autre, portent le même uniforme. On s'efforce de donner aux uns et aux autres la même instruction militaire. Côte à côte, on les emploie à des tâches communes, en attendant qu'une fusion plus complète se puisse produire, qui nous mettra alors en présence d'une grande armée nationale.

Voilà ce qu'il convient d'empêcher le général Nollet et ses officiers de vérifier au cours de leurs investigations à travers le Reich. Des informations sporadiques, bien que déjà précieuses, n'ont jamais la valeur d'une constatation d'ensemble. Tant que celle-ci n'est pas faite, le gouvernement de Berlin peut nier, tout rejeter sur le zèle intempestif, d'agents locaux, d'organiseurs sans pouvoirs officiels, d'instructions mal comprises.

Nous nous devons d'arracher ce masque. Il y va de notre sécurité, non point dans le présent immédiat, mais dans un avenir d'autant moins reculé que nous-mêmes attendrons davantage.

C. Périolaz

Malheureusement, aucune note trouvée au sujet de ce journaliste. NdE

LE PUTSCH DE LA BRASSERIE⁴⁵

8 NOVEMBRE 1923

Les préparatifs



Erich Ludendorff, Adolf Hitler, Wilhelm Brückner, Ernst Röhm, Robert Wagner

Craignant d'être lâché par les paramilitaires en cas d'inaction contre le gouvernement fédéral ou pris de vitesse par les nouvelles autorités bavaroises, Hitler maintient ses contacts avec le triumvirat bavarois ; mais, fort du soutien de Ludendorff, dont l'incontestable savoir-faire militaire s'accompagne d'une niaiserie politique sans bornes, il décide de tenter un coup de force à une date dictée par l'urgence mais aussi d'une portée symbolique : le 9 novembre, date anniversaire de la proclamation de la république en 1918.

Le putsch est préparé par Hitler les 6 et 7 novembre ; le 7 au matin, il rencontre Weber, Ludendorff, Göring, Scheubner-Richter et Kriebel, responsable militaire du Kampfbund. Le putsch doit se produire à Munich, mais aussi dans les principales villes bavaroises, Ratisbonne, Augsburg, Ingolstadt, Nuremberg et Wurtzbourg : les groupes armés nationalistes doivent y prendre le contrôle des gares, du télégraphe, du téléphone et des stations de radio, des bâtiments publics et des commissariats ; les dirigeants socialistes et communistes et les responsables syndicaux doivent être immédiatement arrêtés. À Munich, les putschistes disposent d'au maximum

⁴⁵ Texte repris de wikipedia.com, sous licence CC BY-SA 4.0 DEED, sans aucune modification du texte.

4 000 hommes dont moins de la moitié proviennent du parti nazi ou de la SA : en face d'eux, 2 600 policiers et soldats, mieux organisés et mieux armés que les putschistes et disposant de réserves.

La préparation du putsch fait naître de nouvelles rumeurs sur une tentative de prise du pouvoir, après celles qui ont couru en août et septembre : si Lossow les prend au sérieux et donne l'ordre à ses officiers supérieurs de réprimer tout coup d'État, en mentionnant spécifiquement Hitler comme en étant l'instigateur, Seisser, confiant dans les assurances qui lui ont été données par Ludendorff, ne prend pas position et Kahr, persuadé que Hitler et Ludendorff n'entreprendront rien sans l'avertir au préalable, demande que les mesures de sécurité pour la réunion du 8 novembre à la Bürgerbräukeller soient aussi légères et discrètes que possible.

À la Bürgerbräukeller

Le soir du 8 novembre 1923, vers 19 heures, Kahr, accompagné de Lossow et Seisser, arrive à la Bürgerbräukeller, une brasserie de Munich. Conformément aux instructions de Kahr, le dispositif policier est léger : douze officiers de la police criminelle sont présents dans la salle, trente membres de la Hauptwache (police de réserve) assurent le maintien de l'ordre à l'extérieur, le gros des forces de police étant stationné à plusieurs centaines de mètres. La salle est rapidement comble et ses portes sont fermées vers 19 h 15 : le public, 3 000 personnes, comporte de hauts représentants des autorités politiques, policières et militaires bavaroises et des membres de la bourgeoisie et des professions libérales. Peu après 20 heures, Hitler arrive devant la brasserie dont les alentours sont remplis de curieux. Surpris par cette affluence, Hitler demande aux policiers présents de faire évacuer les lieux : ceux-ci appellent des renforts, font dégager les abords de la salle, puis renvoient les renforts dans leur cantonnement. Les premiers camions chargés de membres de la SA arrivent vers 20 h 10, suivis, vers 20 h 30, par des membres de la Stosstruppe.

Au début du discours de Kahr, peu après 20 h 30, et alors qu'il prononce la phrase « L'homme le plus énergique, même s'il possède les pouvoirs les plus étendus, ne peut pas

sauver le peuple, s'il ne reçoit pas du peuple un appui actif, inspiré par l'esprit national », il est interrompu par un grand tumulte. Dirigé par Adolf Hitler, un pistolet à la main, un groupe d'hommes en armes fait irruption dans la salle et place une mitrailleuse en batterie à l'entrée de celle-ci. Après s'être difficilement frayé un chemin au sein de la foule compacte, Hitler et une poignée de ses hommes s'approchent de l'estrade, sur laquelle monte Hitler après avoir ramené le silence en tirant un coup de feu en l'air. Vers 20 h 45, il adresse quelques mots au public : « La révolution nationale a éclaté. La salle est occupée par six cents hommes armés. Si le calme ne s'établit pas immédiatement, une mitrailleuse viendra sur la galerie. Le gouvernement bavarois est renversé, un gouvernement provisoire est formé. » Par vantardise et pour impressionner la salle, il affirme également que « les casernes de la Reichswehr et de la police du land sont occupées, la Reichswehr et la police sont en marche sous leurs étendards à croix gammée ».



Entrée de la Bürgerbräukeller

Hitler entraîne Kahr, Lossow et Seissler dans une pièce attenante, réservée par Hess⁵¹, et leur explique qu'il compte prendre la tête d'un nouveau gouvernement dont il assume la direction et dont font partie Ludendorff — qui n'est pas encore arrivé à la brasserie — à la

tête de l'armée, Lossow comme ministre de la Reichswehr, Seisser comme ministre de la police, Kahr se voyant attribuer le poste de régent de Bavière. L'objectif de ce nouveau gouvernement est d'organiser une marche sur Berlin pour renverser le gouvernement fédéral. S'engagent alors, dans un climat de forte tension et sous la contrainte, des discussions confuses au cours desquelles les membres du triumvirat bavarois tergiversent et cherchent à temporiser. Après quinze minutes de discussion, l'absence d'accord n'empêche pas Hitler de retourner dans la salle principale de la brasserie, où l'ordre est assuré par Hermann Göring, pour déclarer à la foule qu'un accord sera obtenu dans les dix minutes qui suivent, puis de retourner négocier. Pendant ce deuxième entretien, des cris Heil ! Heil ! s'entendent venant de la grande salle, et Ludendorff fait son entrée dans la pièce où se tiennent les négociations. Il proclame son soutien au projet de Hitler : « Il s'agit de la patrie et de la grande cause nationale du peuple allemand et je ne peux que vous conseiller : venez avec nous, faites la même chose ». Tour à tour, Lossow, Seisser et Kahr acceptent. Les nouveaux acolytes montent à la tribune et s'assurent de leur soutien mutuel : Hitler enflamme la salle en prononçant un violent réquisitoire contre les « criminels de novembre ». Le discours de Hitler et les brèves allocutions de Kahr, Lossow et Seisser suscitent un tonnerre d'applaudissements et l'approbation générale du public. Celui-ci est ensuite autorisé à quitter la salle, à l'exception d'un groupe d'otages, dont des membres du gouvernement et les principaux dirigeants de la police munichoise, arrêtés par Rudolf Hess, à la demande de Hitler.

En ville

Si tout se passe comme prévu à l'intérieur de la brasserie, l'impréparation des putschistes se fait sentir à l'extérieur. Wilhelm Frick, chef de la section politique de la préfecture de police, réussit à paralyser l'action des forces de police, déjà largement acquises à la cause nationaliste, et Ernst Röhm occupe le Wehrkreis (quartier général du district militaire) vers 22 h, mais ne pense à en contrôler le central téléphonique qu'après une heure et demie, ce qui

permet aux autorités légales d'appeler des renforts militaires de province.

Confiant dans le ralliement de la Reichswehr, des autorités et de la population à son coup d'État et à son projet de marche sur Berlin, Hitler néglige de faire occuper systématiquement les centraux téléphoniques, les gares, les ministères et les casernes, qui restent donc sous le contrôle des autorités bavaroises.

Alors que Hitler se rend en ville pour y suivre le déroulement des opérations, Ludendorff autorise Kahr, Lossow et Seisser à rentrer chez eux. Ceux-ci en profitent pour renier leur soutien au putsch, obtenu, selon eux, sous la contrainte, et prennent contact avec l'armée, la police et les médias pour contrer l'action de Hitler.



Réunion nazie à la Bürgerbräukeller, vers 1923

L'action des putschistes en ville est particulièrement confuse et mal organisée : le 3^e bataillon du régiment SA de Munich se procure 3 000 fusils cachés dans le monastère de la place Sainte-Anne, puis ne prend plus part à aucune action, à l'exception de l'un de ses pelotons. L'une des organisations participant au putsch, le groupe Oberland, échoue à investir la caserne du 19^e régiment d'infanterie et à s'y emparer d'armes et connaît la même absence de résultat à la caserne du génie. Dans la nuit, et après son succès au Wehrkreis-kommando, Röhm tente en vain de s'emparer du quartier général de la ville. Si la majorité des élèves de l'école d'infanterie se rallient au putsch, tel n'est pas le cas de la 7^e division d'infanterie.

Réfugiés dans la caserne du 19^e régiment d'infanterie, Kahr, Lossow et Seisser envoient, peu avant trois heures du matin, un message de la Reichswehr à toutes les stations de radio allemandes désavouant la tentative

de putsch. Lossow donne également ordre à différentes unités de l'armée bavaroise de marcher sur Munich pour écraser le coup d'État. Lorsque Gustav Stresemann prend connaissance des événements, il les condamne immédiatement et déclare que toute aide aux putschistes est un acte de haute trahison.

La marche sur la Feldherrnhalle et l'échec final

Le 9 novembre 1923, il est clair que les forces armées et la police sont restées loyales au régime légal ; quant aux projets et tentatives de coup de force dans le reste de la Bavière, ils n'ont pas vu le jour ou bien connu un échec rapide. Si le coup d'État semble avoir échoué, la confusion règne encore : depuis l'aube, la ville est couverte de proclamations contradictoires émanant des putschistes et du gouvernement bavarois.

En fin de matinée, Hitler et Ludendorff, persuadés que la Reichswehr ne tirera jamais sur « le stratège de la Première Guerre mondiale » rassemblent 2 000 putschistes. Avec Hitler et Ludendorff à l'avant, les manifestants s'avancent à douze de front avec, en tête, les membres de la Stosstruppe, des SA et d'Oberland, suivis par des étudiants de l'école d'infanterie et les membres du corps de cavalerie de la SA, qui n'ont jamais reçu d'ordre depuis le début de putsch. Le défilé débute sous les acclamations de la foule et passe sans encombre un premier barrage de police sur le Ludwigsbrücke (pont surplombant l'Isar). Peu après midi et demi, à l'approche de la Feldherrnhalle, les manifestants sont confrontés à un deuxième cordon de police : dans des circonstances particulièrement confuses, un échange de coups de feu éclate et les manifestants se débandent. Göring est grièvement blessé à l'aîne, Max Erwin von Scheubner-Richter tué et Hitler à l'épaule démise. On dénombre quatre victimes parmi les policiers et seize morts chez les putschistes dont seulement cinq membres de la Stosstruppe, la garde rapprochée du Führer, la future SS. C'est de cet épisode que naît le mythe de la Blutfahne, drapeau qui aurait été taché par le sang d'Ulrich Graf, un des gardes du corps de Hitler qui lui aurait servi de bouclier, arrêtant de son corps les balles qui auraient pu tuer le

futur Führer. La police arrête immédiatement, entre autres, Ludendorff et Streicher, alors que Göring parvient à s'échapper. Hitler, qui s'est enfui dès les premiers coups de feu, est arrêté le 11 novembre dans la maison de campagne d'Ernst Hanfstaengl, où il s'est réfugié. Encerclé par la Reichswehr, dont des éléments sont arrivés d'Augsbourg, dans le bâtiment du commandement de la région militaire, Ernst Röhm, dont le porte-drapeau est Heinrich Himmler, exige du général Franz von Epp et du général Jakob von Danner, qui veulent sa reddition, un ordre de Ludendorff. Après avoir appris l'échec de la marche sur la Feldherrnhalle et l'arrestation de Ludendorff, il accepte la demande de von Danner, qui lui propose que ses hommes puissent quitter la place avec les honneurs militaires ; désarmés, les putschistes quittent le bâtiment et seul Röhm est immédiatement arrêté.

Le procès

Le procès des dirigeants putschistes, accusés de haute trahison contre le gouvernement et du meurtre de quatre policiers, deux crimes passibles de la peine de mort, se déroule du 26 février au 1er avril 1924, en partie à huis clos. Il est connu en allemand sous le nom Hitler-Prozess, ou Hitler-Ludendorff-Prozess. Afin de pouvoir mieux contrôler le déroulement des débats, les autorités bavaroises obtiennent que le procès se déroule devant le tribunal du peuple de Munich, et non devant la cour du Reich à Leipzig.

Tant les procureurs que les juges manifestent une évidente sympathie à l'égard des accusés et déploient tous leurs efforts pour ne pas impliquer Ludendorff dans les faits. Quant au président du tribunal, Neithardt, il estimait que Ludendorff était « le seul atout de l'Allemagne ». Des témoins essentiels ne sont pas invités à déposer et des pièces fondamentales ne sont pas produites, notamment afin de ne pas évoquer la complicité de Kahr, Lossow, Seiser et de la Reichswehr dans le projet de renversement du gouvernement de Berlin. Ce climat permet à Hitler de transformer le procès en une opération de propagande, « un carnaval politique », et d'y prononcer de véritables discours ; « s'il s'est montré piteux face à la police, [Hitler] révèle lors de son procès

son écrasante supériorité oratoire ». Le premier procureur va jusqu'à affirmer : « Hitler est un homme hautement doué qui, parti de peu, a atteint par son sérieux et son travail acharné une situation respectée dans la vie publique. Il s'est totalement sacrifié aux idées qui le pénétraient et il a pleinement accompli son devoir de soldat. On ne peut lui reprocher d'avoir utilisé à son profit la situation qu'il s'est faite ».

Hitler revendique sa totale responsabilité dans la tentative de coup d'État et déclare lors de son procès :

« Je ne suis pas venu au tribunal pour nier quoi que ce soit ou éviter mes responsabilités. [...] [Ce putsch] Je l'ai porté seul. En dernière analyse, je suis le seul à l'avoir souhaité. Les autres accusés n'ont collaboré avec moi qu'à la fin. Je suis convaincu que je n'ai rien souhaité de mal. Je porte les responsabilités pour toutes les conséquences. Mais je dois dire que je ne suis pas un criminel et que je ne me perçois pas comme tel, bien au contraire. »

Les peines prononcées sont particulièrement légères : Hitler, le préfet de police Ernst Pöhner, Kriebel et Weber sont condamnés à cinq ans de forteresse, avec déduction de leurs six mois de détention préventive ; les autres accusés, dont Ernst Röhm sont condamnés à des peines si légères qu'elles sont absorbées par leur détention préventive : ils sont libérés sur parole à l'issue du procès. Ludendorff est acquitté. Le tribunal justifie sa clémence en arguant que les putschistes « avaient été guidés par un pur esprit patriotique et par la plus noble des volontés ». De plus, Hitler échappe à l'expulsion vers l'Autriche, pourtant prévue par la section 9, §2 de la loi pour la protection de la république, qui selon les juges ne saurait s'appliquer à un homme tel que Hitler « qui pense et sent en allemand. »

Malgré sa condamnation avec sursis de 1922, qui rendait légalement tout nouveau sursis impossible, Hitler sort par anticipation de prison le 20 décembre 1924, mais reste interdit de parole en public dans la majeure partie de l'Allemagne jusqu'en 1927 et interdit de séjour en Prusse jusqu'en 1928.

Crédits photographiques

couverture : Heinrich Hoffmann, 1925.
page 19 : anonyme, 1923.
page 20 : Heinrich Hoffmann, 1923.
page 21 : Agence Rol (Paris), 1923.

En reprenant les infos publiées dans "Le Figaro" de 1923.
Et dans notre époque troublée, Denis éditions a souhaité remettre en mémoire ce qui peut arriver quand on laisse la "peste brune" qui se pare d'un nationalisme hystérique et xénophobe, ouvrir sa gueule en public.

"LE FIGARO du 29 janvier 1923

LES FASCISTES BAVAROIS S'ORGANISENT

MUNICH, 28 janvier.

Des réunions de nationalistes socialistes, dont six avaient été autorisées, ont eu lieu.

Ce matin, à 11 heures, s'est tenu un meeting organisé au Champ de Mars par les socialistes nationaux pour procéder à la consécration du nouveau drapeau.

Les différents groupes de socialistes bavarois venus de toute l'Allemagne formaient le carré avec leurs différents drapeaux.

M. Hitler, le leader du parti national bavarois, prononça un discours. Sur le nouveau drapeau figure l'ancien aigle du Reich, avec la formule "Allemagne, réveille-toi".

Les chefs des différents groupes prêtèrent serment devant le drapeau.

M. Puylander prit la parole et constata que le bloc de droite avait les mêmes obstacles à combattre que les nationaux sociaux, c'est-à-dire lutter contre l'ennemi à l'intérieur et à l'extérieur.

La cérémonie se termina par différents chants, puis un cortège assez important défila à travers les rues de Munich. Il n'y a pas d'incident à signaler."

